

Aux journalistes,

Collectif Lutte des MNA (mna@riseup.net)

Genève, le 13 janvier 2020

communiqué de presse : occupation du Grütli

Aujourd'hui, 13 janvier 2020, nous sommes entré·e·s dans le Grütli afin de nous y installer pour faire entendre la voix des jeunes personnes non-accompagnées, et ce, jusqu'à ce qu'une prise en charge digne et adaptée soit assurée pour chacun.e, sur le territoire genevois.

Nous en arrivons à occuper ce bâtiment symbolique aujourd'hui, parce que cela fait plus de 6 mois que le collectif lutte pour les droits des Mineur·es Non-Accompagné·es et qu'aucune mesure satisfaisante n'a été mise en place.

Après une lettre ouverte au Conseil d'État, une dizaine de conférences de presse, trois manifestations, deux rendez-vous avec la Délégation du Conseil d'Etat aux migrations, une quinzaine de lettres et courriels échangés, le soutien de la Ligue Suisse des Droits Humains (LSDH), d'Unia, de la CUAE et du collectif des Assises pour les R/MNA, la mise en place d'une permanence juridique hebdomadaire destinée aux MNA et une lettre co-signée par une vingtaine d'avocat·e·s pour dénoncer la violation de la Convention relative aux Droits de l'Enfant et à la dignité humaine, nous restons aujourd'hui encore sans aucune réponse.

Depuis maintenant plusieurs mois, nous avons alerté les autorités à propos de la situation dramatique des mineur.e.s non-accompagné.e.s et des jeunes majeur.e.s qui souvent sont forcé.e.s de dormir à la rue, alors que nos nuits sont glaciales. La raison ? le SPMI refuse de les prendre en charge, car il n'y aurait "plus de place" pour les loger. Ceci est un mensonge et, ce n'est pas une raison valable. En effet, la dernière lettre adressée au Conseil d'Etat, rédigée par les avocat.e.s de la permanence juridique de soutien pour les R/MNA l'affirme : "? tu veux mettre quelle partie ?

La dignité de ces jeunes doit être respectée, le silence et l'inaction des politicien.ne.s n'est plus possible.

En ce début d'année 2020, il est essentiel de marquer un changement radical. Notre présence aujourd'hui marque ce changement.

Puisque l'Etat laisse dormir des jeunes à la rue, nous prenons l'espace qu'il faut pour

qu'ils ne meurent pas de froid dans les rues de la ville. Nous prenons l'espace pour crier haut et fort notre détermination à ce que la vie de ces jeunes soit respectée.

Nous attendons de la part des autorités politiques un changement radical, le respect de la Constitution fédérale et de la Convention relative aux droits des Enfants. Nous exigeons que tou.te.s les mineur.e.s ainsi que les jeunes majeur.e.s, jusqu'à 25 ans, soient pris en charge par l'Etat, comme l'exige l'article 11 de la Constitution suisse.

Chaque jeune doit être hébergé dans un lieu digne, doit bénéficier d'une aide financière, du droit à la formation et d'un accompagnement pour trouver une formation adéquate à ses besoins et ses envies, ainsi qu'être assuré d'un soutien socio-éducatif.

Nos revendications s'appliquent autant aux mineur.e-s qu'aux jeunes majeur.e-s, réfugié.e-s ou non, jusqu'à leurs 25 ans, et ce parce qu'aucune raison ne justifie l'abandon immédiat des jeunes à la date même de leurs 18 ans. Qu'est-ce qu'un jour précis change dans leur vie ? Pourquoi les jeunes sur le territoire, à la charge de leur parent peuvent bénéficier d'un accompagnement socio-éducatif, financier et scolaire jusqu'à ses 25 ans, mais que d'autres, tout aussi jeunes, ne pourraient pas obtenir les mêmes conditions ?

Nous avons contacté Rémy Pagani et Sami Kanaan pour faire part de notre présence et nos revendications, afin d'entrée de jeu, ouvrir une porte à la négociation et trouver enfin des solutions viables. La Ville de Genève n'a à aucun moment pris position quant à la situation des MNA, et nous attendons donc de leur part une prise de position et de faire pression sur le Conseil d'Etat pour qu'il agisse vraiment.

Nous invitons toute personne à nous rejoindre sur place, et à nous soutenir. Nous avons notamment besoin de matelas, de couvertures, de coussins, de nourriture, du thé, du café, et toutes idées. Toutes les informations actualisées ainsi qu'une liste complète du matériel nécessaire se trouvent sur www.renverse.co.

personnes de contact :

Nahuel : 078 615 67 73

Camille : 077 920 23 74

Julien : 079 867 16 75